



Numéro 120 - Juillet 2007

NOTRE OPINION

- Dixième anniversaire du bulletin : un grand merci à tous !

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Afrique centrale : le déboisement provoque la propagation du VIH/SIDA chez les populations autochtones, et surtout chez les femmes
- Bolivie : les peuples amazoniens discutent de leur avenir
- Équateur : des peuples autochtones au bord de l'extinction à cause de l'exploitation forestière illégale
- Inde : un plan pour que l'industrie envahisse les terres boisées
- Journée internationale pour la défense de la mangrove (26 juillet) – Appel à l'action

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Bénin : grandes plantations de palmier à huile pour la production d'agrocarburants
- Brésil : les peuples autochtones reprennent leurs actions pour récupérer les terres prises par Aracruz
- Chili : un mensonge qui crève les yeux
- République du Congo : des milliers d'hectares de terres pour l'eucalyptus, le palmier à huile et les mines
- Indonésie : les agrocarburants d'huile de palme sont payés par les pauvres en raison de la hausse du prix de l'huile comestible
- Papouasie–Nouvelle-Guinée : les femmes sont les plus affectées par les plantations de palmier à huile

LES NOUVELLES TENDANCES

- 'Réduction des émissions dues au déboisement' (REDD) : le commerce du carbone peut-il sauver nos écosystèmes ?
- Des voix du Nord et du Sud contre les agrocarburants

NOTRE OPINION

– **Dixième anniversaire du bulletin : un grand merci à tous !**

Avec le présent numéro, le bulletin du WRM complète sa 10e année d'existence. Nous profitons de cette occasion pour rendre visibles les innombrables personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont rendu possible la publication, d'un mois à l'autre, d'une année à l'autre, de ce bulletin.

Il faut donc commencer par dire que l'une des caractéristiques les plus remarquables de ce bulletin est qu'il est alimenté par un très large réseau de personnes du monde entier qui sont prêtes à partager leur connaissance des réalités locales, nationales et internationales. C'est grâce à ces apports que le bulletin contient tant d'informations importantes et de première main. Peu de ces personnes sont ou se considèrent comme des journalistes mais, dans les faits, elles jouent ce rôle et le font avec beaucoup de sérieux.

Elles proviennent de réalités et de cultures très diverses, mais elles ont en commun une même vision des choses essentielles de la vie : les droits, l'équité, le respect de la nature, la quête d'un avenir meilleur pour l'humanité. Dans le cas spécifique des forêts, elles partagent non seulement l'idée qu'il est nécessaire de les protéger, mais que pour ce faire il est indispensable de reconnaître les droits des peuples qui les habitent et qui en dépendent.

Cela explique une autre caractéristique du bulletin : les articles qu'il contient ne sont jamais neutres, parce qu'ils sont rédigés depuis les combats des gens et pour y contribuer. Les informations qu'ils contiennent sont objectives, mais les auteurs ne se contentent pas de décrire ce qui se passe : ils prennent le parti de ceux qui défendent leurs propres droits.

Ainsi, le bulletin est un outil collectivement produit et mis au service des luttes. La collaboration et le soutien des luttes sont les objectifs principaux du bulletin, qui ne se contente pas d'être un simple moyen de diffusion d'informations.

Le mot 'lutte' évoque en général des images de personnes mobilisées autour de revendications concrètes. Par exemple, celle des habitants d'un lieu qui s'opposent à l'exploitation de leurs forêts ou à l'installation d'un barrage hydroélectrique ou aux plantations d'eucalyptus. Bien entendu, ces luttes sont constamment divulguées et appuyées depuis le bulletin.

Mais le mot 'lutte' concerne aussi d'autres situations plus générales, par exemple, la lutte pour la reconnaissance des droits territoriaux des peuples indigènes et traditionnels, la lutte pour la modification des modes de production et de consommation destructeurs, la lutte pour la défense du climat et de la diversité biologique, et bien d'autres encore.

Dans tous les cas, le bulletin veille à apporter des informations et des analyses sérieuses qui soient en même temps compréhensibles pour tous, pour contribuer à l'émancipation des gens. La lutte pour les changements aux plans local et mondial exige que les personnes soient bien renseignées ; pour cela, il faut que le langage de la communication soit à la portée de tous, sans perdre pour autant la profondeur nécessaire.

Bien entendu, pour que le bulletin soit publié tous les mois, pour que les gens disposent d'un espace où ils puissent partager leurs connaissances, pour que le langage soit compréhensible, il faut un travail de coordination et de facilitation. C'est ce que nous faisons dans le secrétariat du WRM, et nous sommes fiers d'avoir à remplir cette fonction.

Néanmoins, le mérite quant à la qualité et l'utilité de cette publication revient non seulement à ceux qui rédigent les articles et à ceux qui en facilitent la publication, mais aux protagonistes les plus importants : les centaines de milliers de personnes dont les luttes sont source d'inspiration et de vie du bulletin.

Un grand merci à tous !

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Afrique centrale : le déboisement provoque la propagation du VIH/SIDA chez les populations autochtones, et surtout chez les femmes

Les peuples autochtones qui habitent les forêts tropicales d'Afrique centrale sont très dispersés et leurs groupes s'identifient par des noms divers. Les membres des populations de plusieurs groupes ethniques qui se caractérisent par leur petite taille reçoivent l'appellation générique de « pygmées » et sont au nombre de 300 000 à 500 000 (voir le bulletin n° 119 du WRM). Considérés comme les habitants originaires du continent, les pygmées sont des cueilleurs chasseur et ont vécu dans les forêts du Burundi, du Cameroun, de la République démocratique du Congo (RDC) et de la République du Congo (RC) depuis des temps immémoriaux. Ils ont toujours eu des rapports symbiotiques avec la forêt humide et leur subsistance, leurs pratiques médicinales et leur culture en dépendent entièrement.

Or, cet équilibre délicat est sur le point de se rompre. La chasse commerciale intensive, l'ouverture de routes dans la forêt pour l'exploitation forestière et le déboisement systématique ont dévasté le riche écosystème de la forêt tropicale, au point que l'existence même de la communauté est en péril. D'après le Rainforest Action Network, « entre 1980 et 1995 l'Afrique perdit plus de 10 pour cent de ses forêts, soit près de 150 millions d'acres. Dans les années 1990, le taux de déboisement augmenta encore ».

Suivant leur tradition, les pygmées ont toujours eu l'habitude de se tourner vers la forêt quand ils étaient malades. Cette autonomie relative en matière de soins de santé a permis à de nombreux groupes d'éviter les grandes épidémies qui ont affecté les communautés voisines, comme celles de choléra, de méningite ou même d'Ebola. Néanmoins, à mesure que les forêts ont rétréci à cause des activités minières et forestières, leurs habitants originels ont été poussés vers les zones peuplées pour rejoindre l'économie formelle, travaillant comme ouvriers occasionnels ou dans des fermes commerciales, et ils ont donc été exposés à de nouvelles maladies. Ce changement les a mis en contact étroit avec les populations ethniques voisines où l'incidence du VIH est en général plus forte. Ainsi, le VIH/SIDA s'est propagé au sein de la population pygmée.

Des études menées au Cameroun et en RC dans les années 1980 et 1990 montraient que la prévalence du VIH dans les populations pygmées était plus faible que chez les populations voisines, mais la situation a changé dernièrement. Une étude a trouvé que la prévalence du VIH chez les pygmées baka du Cameroun oriental était passée de 0,7 % en 1993 à 4 % en 2003.

Lors d'une conférence récemment organisée à Impfondo, à 800 km au nord de Brazzaville, la capitale de la RC, les orateurs ont signalé que les femmes pauvres des communautés pygmées twa du Burundi, de la RDC, du Rwanda et d'ailleurs étaient en train de se tourner vers le travail sexuel pour joindre les deux bouts, mais que l'ignorance au sujet de la pandémie faisait que beaucoup d'entre elles n'étaient pas conscientes des dangers des rapports sexuels non protégés.

« Presque toutes les femmes indigènes du Burundi sont analphabètes... elles ignorent que le VIH/SIDA peut les atteindre elles aussi », a dit Léonard Habimana, premier journaliste twa du Burundi et promoteur d'une radio privée, Radio Isanganiro, qui sensibilise les gens aux dangers des maladies vénériennes, de la violence sexuelle et du VIH/SIDA dans les communautés pygmées.

« À cause de la misère, l'exploitation sexuelle des femmes indigènes est devenue chose courante », a dit Kapupu Diwa, chef d'un réseau de populations indigènes et locales qui lutte pour l'aménagement durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.

En outre, le travail sexuel a été encouragé par l'exploitation forestière et la construction d'infrastructures, qui font que des groupes nombreux de travailleurs itinérants s'établissent dans des campements à proximité des communautés pygmées.

Les risques pour les femmes twa sont encore plus grands en raison du mythe très répandu que les rapports sexuels avec elles libèrent les hommes du VIH. En outre, des organisations des droits de l'homme ont rapporté que la

violence sexuelle contre les femmes indigènes était très répandue dans la RDC orientale hantée par les conflits.

Or, en dépit de ces dangers les populations pygmées ont généralement peu de possibilités d'accéder aux soins de santé et à l'information sur le VIH. En 2006, le journal médical britannique The Lancet a publié une étude qui montrait que les Twa ont toujours moins accès aux services médicaux que les communautés voisines.

D'après ce rapport, « même là où il existe des installations médicales les gens ne les utilisent pas, parce qu'ils ne peuvent pas payer les consultations et les médicaments, qu'ils n'ont pas les documents et les cartes d'identité nécessaires pour voyager ou pour recevoir des soins à l'hôpital, ou qu'ils sont soumis à des traitements humiliants ou discriminatoires ».

Article fondé sur : "Minorities Under Siege - Pygmies today in Africa", IRIN, <http://www.irinnews.org/InDepthMain.aspx?InDepthId=9&ReportId=58605> ; "Central Africa: HIV/AIDS a threat to indigenous forest communities", PlusNews, <http://www.plusnews.org/Report.aspx?ReportId=72155>.

[index](#)

– Bolivie : les peuples amazoniens discutent de leur avenir

Un nouvel espace s'est ouvert en Bolivie pour débattre des problèmes et de la vision de l'Amazonie bolivienne et pour rendre aux peuples autochtones la dignité que la conquête leur a volée.

En juin, dans la ville amazonienne de Guayaramerín, le ministère de la présidence de la République de Bolivie a organisé le Premier Forum Amazonien, intitulé « Identité et développement macro-régional ». Le débat s'est centré, entre autres choses, sur l'identité et la situation actuelle des peuples indigènes, qui représentent la plus grande diversité ethnique et culturelle du pays et dont certains sont gravement menacés par de forts processus d'acculturation et de violation de leurs droits, d'autres sont en péril d'extinction et quelques-uns vivent dans l'isolement.

À la séance d'ouverture, Evo Morales Ayma, premier président de la Bolivie né au sein d'une communauté indigène originaire, a dit devant près de trois cents personnes parmi lesquelles se détachait un groupe bigarré de dirigeants indigènes et de paysans de toute l'Amazonie : « Défendre la Terre est défendre l'humanité. Sauver l'environnement est sauver l'humanité ».

La veille, les peuples autochtones et les communautés paysannes de la région amazonienne avaient défini dans un forum les lignes stratégiques de ce que devrait être la politique de développement de l'Amazonie. Pour eux, parmi les fondements de cette politique doit figurer spécialement « la protection des peuples indigènes en situation de vulnérabilité extrême, surtout de ceux qui sont en péril d'extinction, car ils représentent le patrimoine culturel, historique et ethnique de l'Amazonie ».

Ils ont manifesté leur position dans un document où ils dénoncent les tentatives des sociétés transnationales de poursuivre la privatisation et la monopolisation des ressources naturelles de l'Amazonie, en s'alliant maintenant aux pouvoirs départementaux représentés par les préfectures des départements de Beni et Pando.

D'autre part, le texte revendique le droit des peuples indigènes à l'autonomie territoriale et communale dans une région qui est considérée comme l'une des réserves de diversité biologique les plus importantes du monde.

En outre, il rejette l'intention du gouvernement du Brésil de construire de grands barrages dans le bassin du fleuve Madera, car ils mettraient en danger l'intégrité écologique et sociale d'une grande partie de l'Amazonie bolivienne. Le gouvernement du Brésil vient d'accorder un permis environnemental aux barrages Jirau et Santo Antonio sur le fleuve

Madera, malgré l'opposition des représentants brésiliens et boliviens des communautés, peuples, organisations paysannes et personnes affectées par ces barrages, réunis dans le « Mouvement social pour la défense du bassin du fleuve Madera et de la région amazonienne ». Le complexe du fleuve Madera est le projet pilote du nouvel aménagement du territoire sud-américain, qui prétend établir une sorte d'état parallèle, avec sa propre souveraineté et ses propres règles, en marge de la souveraineté et des lois nationales.

Le ministre politique Juan Ramón Quintana a souligné au cours de l'événement que « ce sont les peuples indigènes qui, avec l'État, doivent administrer la souveraineté et le contrôle territorial dans l'Amazonie, pour venir à bout de tant de siècles d'exploitation et de discrimination coloniale ». D'après cette autorité, le génocide et l'agression des peuples indigènes amazoniens ont été les instruments employés pour consolider des intérêts économiques extérieurs à la région, comme ceux qui ont marqué la période de l'essor du caoutchouc à la fin du XIXe siècle. La situation s'est prolongée pendant la deuxième moitié du XXe siècle et le début du XXIe, à travers le mépris de tout ce qui était indigène reflété dans la logique de pouvoir des « caciques » politiques de la droite du pays, qui réclament à présent une autonomie isolationniste, à l'opposé de ce que demandent les mouvements indigènes.

« L'Amazonie doit devenir un facteur d'articulation et d'intégration d'un pays aussi divers que la Bolivie et, à l'intérieur de l'Amazonie, les peuples indigènes doivent aller dans le même sens pour surmonter les tares féodales et racistes qui survivent encore dans la région », a dit le ministre Quintana, chargé de lire la « Déclaration de Guayaramerín » (http://www.wrm.org.uy/countries/Bolivia/Declaracion_Guayaramerin.html), qui a fermé le premier forum amazonien.

Dans cette déclaration que tous les participants au forum ont signée on peut lire : « ce forum donne naissance à un processus irréversible qui contribuera à fermer les plaies de l'histoire, autant celles qui ont endeuillé nos peuples indigènes et communautés autochtones que celles qui ont dégradé et saccagé notre nature et notre diversité biologique ». Et, plus loin : « à partir d'aujourd'hui, une nouvelle histoire commence, l'histoire de la dignité amazonienne ».

Article fondé sur : "Primer Foro Amazónico en Bolivia defendió derechos de los pueblos indígenas más vulnerables de la región", Pablo Cingolani, adresse électronique : pablocingolani@yahoo.com.ar, envoyé par l'auteur ; "¿Liderazgo sudamericano de Brasil? La aprobación de las represas del río Madera viola los principios para la convivencia pacífica de las naciones", FOBOMADE, Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo, adresse électronique : comunicacion@fobomade.org.bo, <http://www.fobomade.org.bo>.

[index](#)

– Équateur : des peuples autochtones au bord de l'extinction à cause de l'exploitation forestière illégale

Le 27 avril 2007, après s'être rendu en Amazonie, le président de la république Rafael Correa a décrété l'interdiction d'extraction de bois dans la région en raison de la disparition imminente des forêts indigènes du pays. Or, malgré cette disposition, l'exploitation du cèdre à l'intérieur du Parc national Yasuní (PNY) et de la Zone intangible (ZI) se poursuit sans relâche.

Le Parc national Yasuní et la Zone intangible sont le territoire des peuples indigènes Tagaeri et Taromenane qui vivent en isolement volontaire. L'invasion de leur territoire par des entreprises pétrolières, forestières et touristiques a porté ces peuples au bord de l'extinction. Pour l'éviter, plusieurs mesures ont été adoptées, mais elles sont restées lettre morte.

En parcourant la Zone intangible, des membres du peuple huaorani accompagnés d'activistes d'Acción Ecológica ont constaté la présence de plusieurs équipes de bûcherons qui coupaient du bois de cèdre à l'intérieur de la forêt. La situation de ces hommes est si pénible qu'ils n'ont d'autre recours que de risquer leur vie pour gagner de quoi survivre. Ce ne sont pas ces journaliers qui dirigent l'affaire et en profitent, mais des entrepreneurs influents qui tirent

les ficelles du pouvoir et qui vivent sans doute une vie confortable.

À la hauteur du pont du fleuve Shiripuno, de grands canots transportant des équipes de journaliers, des armes à feu, des scies à chaîne et des mulets, s'introduisent sans difficulté dans la forêt pour extraire des planches de cèdre, un bois très prisé pour sa qualité et sa rareté.

En cet endroit de l'Amazonie ni les déclarations du Président, ni le décret de délimitation de la ZI, ni l'interdiction de l'extraction de cèdre et d'acajou ordonnée par la ministre de l'Environnement le 11 janvier 2007 ne servent à rien, tout simplement parce qu'il n'y a personne qui les fasse appliquer. La coordination entre les autorités et les ministères responsables n'a pas pu être concrétisée à ce jour ; il n'existe pas de postes de surveillance sur les routes, ni à l'entrée du parc, ni aux ports ; le système forestier continue d'être déficient et corrompu et le bois circule allègrement jusqu'à Guayaquil pour être exporté ou jusqu'à Tulcán pour le marché colombien.

En naviguant sur le Shiripuno, nous avons croisé deux grands canots qui descendaient le fleuve en toute tranquillité, vers les campements forestiers installés à l'intérieur de la forêt. Les traces de l'invasion y sont clairement visibles : du plastique, des ordures, de grandes planches de cèdre flottant dans le fleuve ou à demi cachées sur ses berges.

Au bord du fleuve Cononaco on a trouvé une scierie clandestine. Les planches y étaient entassées en attendant que « leurs propriétaires » viennent les emporter. Tout près de là, il y a eu plusieurs attaques des Tagaeri/Taromenane pour défendre leur territoire des invasions mais, malgré le danger d'un nouvel affrontement, on continue d'extraire du cèdre à cet endroit.

Notre voyage a poursuivi sur le Shiripuno jusqu'au village huaorani de Boanamo. Face au débarcadère il y avait un canot où l'on chargeait des planches de bois qui arrivaient, dans une embarcation plus petite, par le Boanamo qui est plus étroit. Trois hommes ont débarqué le bois et sont repartis en remontant le Boanamo.

Les gens de Boanamo ont dit qu'un autre Huaorani du nom d'Ike, du village de Tigüino, avait ordonné l'extraction. Comme il n'y avait pas eu de négociation avec Boanamo ils ont chargé notre guide de demander à son retour à Ike si c'était vrai que le bois lui appartenait.

Quinze personnes habitent à Boanamo. Le chef du village est Omayegue. Ni lui ni sa femme ne parlent l'espagnol. Aucun des deux n'est d'accord avec l'extraction de bois de leur territoire. Pendant l'après-midi et la nuit que nous avons passées dans le village, nous avons parlé avec Nantu Guaponi, le guide de notre voyage, à propos de son désaccord avec l'extraction de bois et sa disposition à trouver des alternatives économiques pour la communauté.

Au cours de ces discussions, nous avons appris que les Taromenane habitent à quelques heures de Boanamo. Omayegue connaît leurs chemins et peut même passer des semaines entières à parcourir leur territoire, comme le peuple huaorani l'a toujours fait depuis des milliers d'années.

Nous avons remonté pendant quinze minutes l'embouchure du Tiwino et nous avons trouvé un campement habité, où nous avons vu du linge à sécher et un feu au sol. Il semblait héberger beaucoup de personnes. Les installations étaient rudimentaires ; quelques troncs à peine visibles soutenaient un toit en plastique noir. Sur le fleuve et à côté du campement se trouvait un canot de dimensions moyennes chargé de bidons de carburant. À 100 mètres du campement il y avait une grande quantité de planches à demi cachées.

Au retour, sur la voie d'Auca nous n'avons trouvé aucun poste de surveillance pour contrôler les camions qui circulent transportant le bois.

Tout ceci démontre que le problème de la coupe illégale du cèdre n'a pas été résolu dans le Parc national Yasuní, le Territoire huaorani ou la Zone intangible. Il faut prendre des mesures urgentes pour mettre fin à cette situation si

dangereuse. Tous les acteurs concernés (sauf les peuples libres) savent que la ZI bénéficie d'une protection spéciale ; pourtant, personne ne la respecte. Personne n'a non plus la volonté de faire respecter la législation en place. D'après les exploitants forestiers, « quoi qu'on dise à Quito, ici tout continue comme avant ».

Il faut prendre des mesures urgentes qui comprennent l'installation de postes de surveillance de l'accès au PNY, des points de contrôle du bois et le contrôle permanent de la circulation de camions ; il faut sensibiliser les populations indigènes impliquées dans le trafic et trouver pour elles de nouvelles options économiques ; il faut négocier avec les exploitants qui pénètrent dans le PNY pour qu'ils en sortent pacifiquement ; il faut donner suite aux plaintes déposées contre les intermédiaires pour pouvoir atteindre les chefs de file de cette mafia.

Il faut surtout arriver à des accords avec les populations locales, pour qu'elles soient les protagonistes de la conservation du PNY et de ses ressources.

Il est nécessaire d'adopter des politiques pour la protection des peuples indigènes en isolement volontaire, en coordination avec la CONAIE, déclarer la ZI leur territoire autochtone en maintenant à perpétuité son caractère d'intangibilité, et interdire toute initiative qui favorise le contact avec ces peuples.

D'autre part, il faut ne plus accorder de permis d'extraction d'hydrocarbures dans la réserve de biosphère Yasuní, et la communauté internationale devrait appuyer le projet de laisser le pétrole sous terre dans le bloc ITT, comme proposé par le gouvernement de l'Équateur.

Nathalia Bonilla, campagne sur les forêts d'Acción Ecológica, adresse électronique : foresta@accionecologica.org, www.accionecologica.org.

[index](#)

– Inde : un plan pour que l'industrie envahisse les terres boisées

En 2002, dans le cadre du Dixième Plan, le gouvernement de l'Inde s'est fixé pour objectif national que 33 % du territoire géographique du pays se retrouvent sous une « couverture verte » en 2012. Ce plan a même été présenté comme faisant partie de l'engagement de l'Inde d'atteindre l'objectif pour le millénaire en matière de durabilité écologique. Pourtant, il concerne bien davantage l'objectif de l'industrie de s'emparer des terres boisées pour y établir des plantations d'arbres.

Le projet a l'air tout simple : l'Inde possède de grandes étendues de terres sans couvert forestier. Ce sont des terres classées comme forêts dégradées. Le pays a besoin de planter des arbres, mais le gouvernement allègue qu'il manque d'argent. L'industrie dit qu'elle a besoin de matières premières issues des forêts. Elle a le capital nécessaire pour faire planter des arbres, et la technologie et la capacité de gestion nécessaires pour entreprendre une afforestation massive. Si l'on plante des arbres, les pauvres auront du travail. Et tout le monde y gagne. Cela s'appelle 'partenariat multiparties pour l'afforestation'.

Le projet a été élaboré en étroite collaboration avec l'industrie, et surtout avec le secteur de la pâte et du papier, qui consomme du bois et qui a besoin de se développer car, d'après les estimations, dans 10 ans le décalage entre l'offre et la demande de papier et de carton sera de 5 à 6 millions de tonnes. Pour planter la matière première nécessaire il faut de 1 à 1,2 millions d'hectares de forêts dégradées. Ainsi, le secteur aura un avantage compétitif et pourra augmenter sa participation au marché mondial. Si cela arrive, il faudra encore un million d'hectares de terres boisées dégradées pour produire un 'surplus' à exporter. Les surfaces requises doivent être vastes et contiguës pour maximiser les économies.

L'industrie du biodiesel est elle aussi un protagoniste important qui ne cesse de demander des terres boisées. Elle

cherche désespérément de grandes étendues pour cultiver ses plantes à huile. Cette fois encore, l'économie d'échelle dit que l'option la moins chère est d'avoir des plantations captives, et c'est cela qu'elle veut. De grosses entreprises – Reliance, les britanniques D1 Oil et British Petroleum – font du lobby pour une réforme des lois qui permette d'établir des plantations captives sur des terres forestières.

En outre, il existe la possibilité d'obtenir des crédits d'émission, puisque les arbres piègent du carbone. Il y a de l'argent dans les forêts, et l'industrie le veut.

L'industrie demande un assouplissement des normes. Par exemple, elle veut que l'on supprime la limitation de 50 hectares aux parcelles qu'on peut soumissionner. « Les économies d'échelle exigent que l'industrie obtienne de grandes parcelles de terre, de 6 000 à 10 000 ha de terres contiguës », a dit David Gardner, de Jaakko Poyry Consulting. En outre, la Confédération de l'industrie de l'Inde veut une exonération d'impôts en raison du fait qu'elle « reverdit le pays et contribue au développement ». Elle oublie que, pour appuyer ce développement, elle reçoit déjà le meilleur des subsides possibles : de la terre pour rien.

Il y a encore un problème : la législation actuelle ne permet pas à l'industrie de planter des arbres dans des « terres forestières ». Une redéfinition 'appropriée' des terres forestières permettrait aux entrepreneurs d'aller de l'avant. La mission « qu'est-ce qu'une forêt » a démarré l'année dernière. Un conseiller du ministère concerné a proposé une définition de forêt qui promet déjà de creuser de nouveaux nids-de-poule sur la route déjà cahoteuse de l'aménagement forestier. La voici : « Une étendue sous contrôle gouvernemental, classée ou répertoriée comme 'forêt' en vertu d'une loi, pour la conservation et la gestion des ressources écologiques et biologiques ». Cette définition ne réserve aucune place aux besoins écologiques et de subsistance des populations locales, qui habitent ces terres mais dont les droits ne sont pas souvent reconnus ni formalisés.

De nombreuses personnes savent que la proposition d'accroître le couvert d'arbres de l'Inde n'est pas nouvelle ; le plan comporte chaque fois quelques changements, les protagonistes qui entrent en lice sont chaque fois plus grands. La dernière fois, au début de 2000, Reliance Industries a failli acquérir des droits sur les forêts d'Andhra Pradesh. Si la proposition a toujours été rejetée c'est parce que l'on sait qu'elle ne fera rien pour les personnes pauvres tributaires des forêts, ni même pour les forêts qu'elle est censée protéger.

« Les forêts n'appartiennent ni à l'État ni à l'industrie, et ne peuvent être ni achetées ni vendues », a dit Shankar Gopalakrishnan, de la Campagne pour la Dignité et la Survie, organisation qui chapeaute des groupes des communautés forestières. Plus de 40 millions de personnes dépendent des zones boisées du pays, riches en ressources, qui équivalent à près de 25 % du territoire. Elles y gagnent leur vie en élevant du bétail, en recueillant du bois de feu ou en faisant un peu d'agriculture ; elles perdront leurs foyers et leurs moyens de vie si les grandes entreprises s'y installent et en font à leur guise.

Pour les gens qui dépendent absolument des terres forestières, cette initiative de clôturage aurait des effets dévastateurs. Cela provoquerait de plus en plus de tensions entre les plus riches du village, qui dépendent moins des terrains communaux pour survivre et qui peuvent donc se permettre « d'accepter » le contrôle privé, et ceux qui n'ont pas de terres, sont marginalisés et n'ont d'autre option que d'utiliser ces terres.

Article fondé sur : "Indian plan to lease degraded forests sparks anger", Nita Bhalla, 29 juin 2007, Reuters, <http://www.alertnet.org/thenews/newsdesk/DEL303993.htm> ; "Defining forest in Indian context", Archi Rastogi, Down to Earth, <http://www.centralchronicle.com/20070611/1106301.htm> ; "Private Affairs", Down to Earth, http://www.downtoearth.org.in/section.asp?sec_id=9&foldername=20060415.

[index](#)

Depuis l'an 2000, le 26 juillet est la date où l'on célèbre la journée mondiale des mangroves. La campagne de cette année s'intitule « Pour les peuples ancestraux et la souveraineté alimentaire ».

À ce propos, le réseau latino-américain pour les mangroves, Redmanglar Internacional, dit que la Journée internationale pour la défense de la mangrove « lance un appel pour défendre les droits des peuples ancestraux de l'écosystème de mangrove, à partir de la reconnaissance du territoire où nous bâtissons notre culture et notre identité et qui est la base de notre souveraineté alimentaire. »

Redmanglar explique que « les peuples des mangroves d'Amérique latine ont vécu, des millénaires durant, en association vitale avec cet écosystème. C'est le lieu de nos rêves, de notre passé, de notre présent et de notre avenir. Ici nous vivons ensemble avec nos grands-pères et nos grands-mères, avec nos fils et nos filles, avec nos frères et nos soeurs de toutes les Amériques et du monde. Ici nous sommes debout pour défendre ensemble notre territoire, notre nourriture, notre travail, notre dignité.

Ce 26 juillet, nous souhaitons que le monde entier entende nos voix, les voix des populations ancestrales de l'écosystème de mangrove. Nous espérons que ces voix parviendront à toutes les sociétés, aux autorités indolentes, aux entreprises déprédatrices. Nous souhaitons que chaque peuple du Sud entende la voix de l'autre et que nous continuions de marcher ensemble pour nos idéaux ».

Article fondé sur des informations tirées de : "On Behalf of Indigenous and Traditional Communities and Food Sovereignty!, July 26th - International Mangrove Action Day", Lider Gongora Farías, président de C-CONDEM, Secrétaire exécutif de Redmanglar Internacional ; <http://www.redmanglar.org/redmanglar.php?c=635>, Alfredo Quarto, Directeur exécutif du Mangrove Action Project, mangroveap@olympus.net, <http://www.mangroveactionproject.org>.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Bénin : grandes plantations de palmier à huile pour la production d'agrocarburants

La ruée vers les agrocarburants a atteint le Bénin. Avec un fort soutien du gouvernement et comme une partie essentielle de la « stratégie pour la relance de l'agriculture » préconisée par le FMI dans son programme de restructuration, des millions d'hectares de terres agricoles et boisées seront affectés à la production d'agrodiesel pour l'exportation, sans discuter ni même se soucier des conséquences que cela aura pour les Bénéinois, pour leur production d'aliments et pour leur environnement.

La recherche entreprise par Josea Doussou Bodjrenou, de Nature Tropicale, a montré que la discussion sur l'expansion de la production d'agrodiesel était centrée sur l'exportation et la maximisation des profits. Il a été difficile d'obtenir des informations concrètes sur les plans de développement, sur les terres visées ou sur les accords avec des entreprises et des gouvernements étrangers, et les projets se poursuivent au milieu d'une absence presque totale de législation en la matière.

Le programme de relance de l'agriculture entraînera une expansion considérable du secteur de l'huile de palme, ainsi qu'une augmentation de la production de biodiesel à partir du jatropha et de l'arachide et de celle de bio-éthanol à partir de la canne à sucre, du manioc et d'autres cultures.

Le palmier à huile est originaire des zones humides d'Afrique occidentale. Il existe déjà un certain nombre de plantations de palmiers dans le Sud du Bénin, mais elles devraient servir de mise en garde contre une expansion future, en raison des complications et des difficultés rencontrées par les communautés au moment de vendre leurs

produits. Les coopératives communautaires qui coordonnent les ventes de palmier avec le gouvernement ont toujours été hantées par la corruption et les conflits. Dans ces circonstances, des entreprises privées sont venues leur proposer de leur acheter l'huile, directement et à un prix plus élevé. Pourtant, quand les communautés ont accepté et ont commencé à leur vendre leurs produits, ces entreprises n'ont pas payé. Les coopératives se sont retrouvées dans l'embarras, mais sans bénéficier de la solidarité ni de l'aide du gouvernement.

À présent, le gouvernement veut trouver entre 300 000 et 400 000 hectares dans les zones humides du Sud du Bénin, Oueme, Plateau, Atlantique, Mono, Couffo et Zou, pour y établir des plantations de palmier à huile. Cette région ne représente que 7,7 % du territoire, mais 50 % de la population du pays y sont concentrés. Cela indique que les agrocarburants vont concurrencer la production d'aliments dans les meilleures terres agricoles du Bénin. Une bonne partie des cultures alimentaires seront, elles aussi, utilisées pour produire des agrocarburants. Les entreprises industrielles recevront de l'appui pour obtenir les terres nécessaires. Bien qu'il n'ait pas été précisé où vont se trouver ces terres ou à qui elles appartiennent, il est probable que les petits agriculteurs seront perdants lorsque leurs intérêts se heurteront à ceux des industries.

Au vu du taux de croissance démographique du Bénin, surtout dans les zones urbaines, il est évident que pour satisfaire les besoins alimentaires de la population il faudra élargir les cultures, en particulier celles de racines comestibles. Mais il est également évident que la production de biocarburants va pousser les agriculteurs à affecter moins de terres à la production d'aliments, ce qui aboutira à l'insécurité alimentaire. Dans le Nord du Bénin, dans la région de Banikoara, les agriculteurs ont abandonné les cultures alimentaires et se sont tournés vers les cultures de rente : le coton et les arachides. Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire sévit dans la région. La population, qui subvenait autrefois à ses besoins alimentaires, dépend maintenant du Programme alimentaire mondial (PAM) et des Services catholiques d'aide alimentaire. Le pouvoir d'achat de la plupart de la population est très faible, et l'augmentation des prix des aliments due à la diminution des stocks va favoriser l'importation et la distribution d'aliments de mauvaise qualité, la dépendance de l'aide alimentaire et même celle des OGM.

Le gouvernement du Bénin ne dit pas ouvertement qu'il va détruire des écosystèmes pour produire des biocarburants ; pourtant, il est évident que si l'on pousse les grandes industries et les petits agriculteurs à trouver des centaines de milliers d'hectares pour la plantation d'agrocarburants, les surfaces affectées à la culture de produits alimentaires et de produits énergétiques vont énormément s'élargir et s'étendre même sur les zones humides qui restent, les forêts communales et sacrées, les jachères et les écosystèmes riches en diversité biologique du Bénin méridional.

Josea Doussou Bodjrenou remarque dans son rapport que le Bénin diffère de certains autres pays d'Afrique du fait que, dans la discussion sur les biocarburants, l'idée de satisfaire les besoins nationaux en matière de sécurité énergétique n'a presque pas été considérée. En revanche, le gouvernement a précisé que l'objectif était de maximiser les profits des entreprises étatiques et privées. Or, il est peu probable que ces profits se répercutent sur les paysans pauvres du Bénin.

Les étendues de terre dont on parle sont énormes. Bien qu'il ne soit pas facile de savoir quelle proportion des nouvelles terres proposées dans le programme de relance de l'agriculture seront affectées aux agrocarburants, il est prévu d'affecter à l'ensemble du plan trois millions d'hectares de nouvelles terres d'ici à 2011.

L'envergure des plans de production de biocarburants au Bénin ne permet pas de mettre en doute qu'ils mettront en péril la sécurité alimentaire, les droits fonciers et les habitats écologiques des Béninois. Dans un pays qui a déjà du mal à faire face à l'exploitation et à la misère qui ont découlé de sa concentration sur la production de coton pour l'exportation, la conversion à la production extensive d'agrocarburants ne saura qu'aggraver les problèmes des paysans pauvres.

Article fondé sur : "Biofuel case study: BENIN", résumé de la recherche menée par Josea Doussou Bodjrenou, de l'ONG Nature Tropicale, pour le rapport "Agrofuels in Africa –The impacts on land, food and forests", Réseau africain

– Brésil : les peuples autochtones reprennent leurs actions pour récupérer les terres prises par Aracruz

Dans une « Lettre ouverte à la population et aux autorités du Brésil », la Commission des chefs et leaders tupinikim et guarani déclare :

« Aujourd’hui, 24 juillet 2007, nous commençons à entreprendre plusieurs actions pacifiques dans le but de reprendre possession des 11 009 hectares de terres qui nous appartiennent et qui ont déjà été identifiées avec précision par la FUNAI [l’Agence fédérale pour les affaires indigènes] en tant que terres traditionnellement occupées par les Tupinikim et les Guarani.

Pour commencer, nous prévoyons d’empêcher la coupe des eucalyptus et de faire sortir de notre zone les personnes non indigènes, qui sont sur nos terres illégalement. Ensuite, nous allons organiser des journées de travail collectif pour reconstruire quelques-uns de nos villages (Olho d’Água, Macacos et Areal), qu’Aracruz Celulose a détruits lorsqu’elle a envahi nos terres. Nous allons bâtir des maisons et planter des produits alimentaires et des essences indigènes pour repeupler et reboiser nos terres.

En interrompant la coupe des eucalyptus et en expulsant les non-indigènes, nous visons à protéger les plantations d’eucalyptus afin de pouvoir les utiliser pour rembourser Aracruz Celulose des ‘améliorations’ qu’elle a introduites dans les 11 009 hectares. L’interruption de la coupe d’eucalyptus s’applique à nous également, comme preuve supplémentaire de notre désir de collaborer pour que le problème soit résolu de façon rapide et pacifique.

Cependant, nous voulons réaffirmer que nos actions sont la conséquence du retard du gouvernement fédéral à résoudre une dispute qui dure au moins depuis 40 ans. Nous avons toujours respecté nos engagements à l’égard du gouvernement, mais le gouvernement n’a pas toujours respecté les siens. Il convient de rappeler que l’ancien ministre de la Justice, Márcio Thomas Bastos, au cours d’une assemblée publique tenue au parlement de l’État d’Espírito Santo en février 2006, avait promis de démarquer nos terres avant la fin 2006. Pourtant, en janvier 2007, juste avant de quitter le ministère, il a retourné à la FUNAI, de façon irrégulière, les dossiers concernant la démarcation, en dépit du fait qu’il disposait de tous les éléments nécessaires pour signer les décrets sur la démarcation de nos terres. À présent, sept mois plus tard, les dossiers ont été retournés au ministère de la Justice. Combien de temps faudra-t-il encore pour que les décrets sur la démarcation et le reste des mesures nécessaires soient signés ?

Finalement, nous voulons préciser que nous luttons pour récupérer nos terres et que nous n’allons pas nous désister de ce droit. Si le gouvernement fédéral persiste dans sa négligence et ses délais, nous allons intensifier nos actions pour consolider la possession des terres de nos ancêtres, de nos enfants et de nos petits-enfants, et nos communautés indigènes se remettront à abattre les eucalyptus. »

24 juillet 2007, Commission des Chefs et Leaders Tupinikim et Guarani

[index](#)

– Chili : un mensonge qui crève les yeux

C’est au Chili que le « modèle forestier » introduit dans les pays du Sud, à savoir les plantations sur de grandes surfaces d’arbres destinés le plus souvent à la production de pâte de papier pour l’exportation, a été le mieux « vendu ».

Le régime militaire de 1973 avait créé le cadre nécessaire à l'adoption des politiques néo-libérales de déréglementation, de privatisation et d'ouverture économique unilatérale dans lesquelles s'insère le secteur forestier, l'un des piliers de la macro-économie chilienne. L'activité forestière est la deuxième en importance au Chili, après les mines de cuivre, et sa production figure parmi les dix principales qui concentrent plus de 50 % des recettes d'exportation.

Ce que personne ne dit est que, bien que les grandes entreprises forestières aient contribué à créer une macro-économie de premier ordre, elles ont contribué également à creuser les écarts sociaux et à remplacer les forêts indigènes par des plantations d'arbres exotiques en régime de monoculture. Celles-ci ont appauvri et expulsé de leurs terres ancestrales les gens qui les habitaient et qui en tiraient leur subsistance, provoquant en outre la détérioration du paysage et des facteurs environnementaux, en particulier celle de l'eau.

Les paragraphes suivants, extraits d'un article publié dans le magazine Enlace (avril 2007), montrent bien les conséquences pour les gens et l'environnement :

Dans la période de l'année où la demande de main-d'oeuvre est la plus forte, l'entreprise forestière Mininco emploie seulement 19 personnes de la commune de Los Sauces de la province de Malleco, située dans le Sud du Chili ; ces postes reçoivent en outre une rémunération très faible. Dans une région couverte autrefois de champs de blé et de forêts indigènes de chênes, raulis et lingue, les plantations de pin radiata et d'eucalyptus occupent aujourd'hui presque deux tiers des sols cultivables. Dans cette commune surtout rurale dont 20 % de la population sont des indigènes mapuche, les entreprises les plus grandes de l'industrie forestière sont venues s'installer : Mininco, Arauco, Cautín, Comaco, Casino, Tierra Chilena et d'autres encore. Comme dans d'autres régions du pays, les énormes profits qu'elles font se traduisent par la perte de la qualité de vie des gens de la zone : 33,8 % de la population vivent entre la pauvreté et l'indigence.

L'activité agricole a diminué de 22 % au cours des 10 dernières années, et un peu plus de 1 400 personnes ont été forcées d'émigrer vers les villages, où se constituent des ceintures de misère au milieu de l'opulence des entreprises forestières. L'une des raisons est le manque d'eau, car les plantations ont asséché les sols. Chaque été, la municipalité doit distribuer de l'eau dans des camions pour la consommation domestique.

Le manque d'eau s'accompagne du problème de la contamination par des produits agrochimiques toxiques. Les voisins des secteurs ruraux Porvenir Bajo et Porvenir Alto ont des problèmes graves à cause des fumigations de l'entreprise forestière Comaco. Les produits toxiques sont surtout des herbicides (glyphosate et simazine) que l'on applique par des moyens mécaniques ou manuellement avant la plantation et à divers moments de la première étape de la croissance des arbres, et qui polluent les fleuves, les ruisseaux et les canaux.

María Martínez et son mari habitent une petite propriété adjacente à une plantation de pins, et leur seule source d'eau est un ruisseau proche qu'ils utilisent pour la consommation familiale, pour abreuver le bétail et pour arroser leurs plantations. « J'ai eu mal à l'estomac », dit-elle avec inquiétude.

Dix de leur douze brebis sont mortes, et elle est persuadée qu'elles se sont empoisonnées avec des pesticides, « parce que l'entreprise a fait des fumigations au bord du ruisseau ».

Les voisins ont dénoncé que l'application de produits toxiques était arrivée jusqu'au bord du chemin public. L'eau d'un canal parallèle à ce chemin est d'une couleur blanchâtre suspecte et la végétation des bords est brûlée. En été, les camions de l'entreprise circulent à tout moment, soulevant des nuages de poussière chargée de résidus de pesticides ; cette poussière pénètre dans les maisons, abîme l'herbe dont se nourrissent les animaux et inutilise les produits des potagers familiaux.

La population de Los Sauces a de bonnes raisons de craindre les poisons chimiques. En 1997, une femme de 70 ans

et un enfant de 14 ans sont morts, intoxiqués par un raticide anticoagulant (bromadiolone) qui avait été appliqué par l'entreprise Bosques Arauco. À cette occasion, plusieurs personnes ont été intoxiquées, des animaux domestiques et des vaches sont morts. Plus tard, un enfant est mort après avoir mangé des champignons sauvages que sa famille, comme tant d'autres, avait l'habitude de cueillir et de consommer sans aucun problème. Le père de l'enfant a été intoxiqué lui aussi, mais il a pu survivre. Face à la polémique au sujet de la cause de l'intoxication, la municipalité a commandé une étude à l'Université australe de Valdivia ; le rapport signale que « la dispersion non contrôlée de grandes quantités de substances toxiques telles que les pesticides (herbicides, insecticides, fongicides, etc.) employés en agriculture peut rendre vénéneux les champignons des champs qui, dans des circonstances normales, sont comestibles ».

Dans la communauté mapuche Lorenzo Quilapi Cabetón, située dans le secteur Queuque de Los Sauces, la plupart des jeunes ont émigré à la recherche de travail. « Nous avons beaucoup souffert à cause des exploitants forestiers », dit Pilar Antileo. Sa famille n'a plus de potager, car « on ne peut pas planter sans eau ». À une époque, ils avaient réussi à avoir jusqu'à 150 volailles, dont les oeufs étaient « pour manger et un peu aussi pour vendre, mais maintenant on ne peut plus en avoir parce que les renards que les forestiers ont lâchés pour qu'ils mangent les lapins [qui attaquent les pins] mangent aussi les poules ». Après une fumigation aérienne plusieurs personnes qui avaient mangé des champignons sauvages ont été intoxiquées. « Une dame est morte, Margarita Espinoza. Et un enfant de 13 ans a trouvé quelques lapins morts et les a portés chez lui. Ils les ont mangés et tous sont tombés malades. L'enfant est mort et la maman a mauvaise santé encore aujourd'hui. Une autre femme, Mercedes Huenchuleo, est allée à la montagne voir les animaux et elle a senti une mauvaise odeur. Elle est tombée malade et puis elle est morte. Ils ont dit qu'elle avait eu crise cardiaque », a dit Pilar. Il y a d'autres cas de morts suspectes que les gens attribuent aux pesticides.

Dans le secteur de Guadaba Abajo, les fumigations aériennes ont commencé il y a trois ans dans les plantations de l'entreprise Cautín. Ireni Polma, de la communauté Antonio Pailaqueo, dit que les abeilles de sa famille sont mortes et qu'elle même souffre d'une allergie permanente au visage depuis cette époque là.

Les herbicides les plus utilisés à Los Sauces sont la simazine et le glyphosate (Rango et Roundup). Le premier est vendu au Chili avec une étiquette « verte » (censée indiquer qu'il est de faible toxicité), mais en Europe son utilisation est restreinte depuis 2002.

Aux impacts dénoncés par RAPAL dans cet article s'ajoutent maintenant d'autres plus récents. À présent, il paraît que les entreprises forestières vont faire appel à d'autres poisons encore parce qu'une maladie, inconnue auparavant, est en train d'attaquer les grandes plantations de pins radiata. Il s'agirait d'un champignon qui attaque les feuilles et les laisse sèches comme si elles étaient « brûlées ». La chute progressive des feuilles non seulement ralentit la croissance mais rend les arbres plus vulnérables à l'attaques d'autres maladies qui peuvent même les tuer.

Les premières attaques de cette « maladie foliaire du pin » ont été détectées en 2003 sur quelques champs isolés, mais l'alarme s'est répandue à la fin de l'année dernière, lorsque le fléau s'est étendu sur près de 100 000 hectares. La plupart des plantations affectées se trouvent dans le Sud-Ouest de la région du Biobío, dans la province d'Arauco, où plus de la moitié du territoire est couverte de plantations de Pinus radiata.

L'une des principales entreprises de plantation (Forestal Arauco) a déjà commencé à faire des pulvérisations aériennes qui, bien entendu, ont fait des dégâts de divers genres dans les communautés proches des plantations. D'après des informations publiées dans la presse, « quelques habitants affirment qu'après le passage des avions, les adultes et les enfants ont commencé à avoir des symptômes tels qu'irritation des yeux, maux de tête, nausées, vomissements et diarrhée ». Quelques apiculteurs ont même dit que « les fongicides avaient tué presque la moitié de leurs abeilles ».

Voilà donc le revers amer de la médaille : derrière le « modèle forestier chilien » tant vanté règnent la destruction et la

détérioration de l'environnement, l'expulsion, le chômage, la maladie et la mort de la population, le tout pour permettre à une poignée d'entreprises de gagner de l'argent.

Le « succès » du modèle forestier chilien est un mensonge qui crève les yeux.

Article fondé sur des informations tirées de : "Chile: ¿un caso modelo? Desafíos en los umbrales del siglo XXI", Claudio Maggi/ Dirk Messner, INEF1, <http://www.meso-nrw.de/modelo.pdf> ; "Las plantas de celulosa y el sector forestal. Visión de la agrupación de ingenieros forestales por el bosque nativo (AIFBN)", http://www.ecosistemas.cl/1776/articulos-74477_recurso_1.pdf ; "Venenos en las forestales", Revista Enlace, N° 76, avril 2007, http://www.rap-al.org/articulos_files/Enlace_76.pdf ; "La misteriosa enfermedad que inquieta a las compañías forestales. La otra plaga de Arauco", Nación Domingo, Darío Zambra (http://ln.fica.cl/muestra_noticia.php?id=3010), envoyé par Lucio Cuenca, adresse électronique : l.cuenca@olca.cl.

[index](#)

- République du Congo : des milliers d'hectares de terres pour l'eucalyptus, le palmier à huile et les mines

Entre 1991 et 2001, Shell Renewables (une division de Shell Oil International) avait mis en place une opération forestière qui consistait à planter et récolter des eucalyptus clonés de croissance rapide (cf. bulletin n° 46 du WRM), dans le but de disposer d'une source de biomasse de haut rendement pour la génération future d'énergie.

Plus tard, Shell a vendu ses plantations. Tout récemment, MagForestry (la division forestière de MagIndustries, une société canadienne qui participe à des projets énergétiques et industriels en Afrique centrale, surtout en République du Congo et en République démocratique du Congo) a pris le contrôle des 68 000 hectares de plantations d'eucalyptus qui avaient appartenu à Shell, en achetant toutes les parts d'Eucalyptus Fibre Congo S.A. (EFC).

À l'heure actuelle, EFC est titulaire d'un contrat de concession exclusif pour 50 ans, renouvelable pour 21 années supplémentaires, avec le gouvernement de la République du Congo. Cela permet à MagIndustries de s'approprier des milliers d'hectares de terres, non seulement pour des activités forestières qui fournissent très peu d'emplois, mais également pour les activités de ses filiales minières : le gisement de saumure de MagMining, l'usine de potasse de MagMinerals et la fonderie de magnésium de MagMetals.

Les plantations d'eucalyptus se trouvent à proximité de la ville portuaire de Pointe-Noire, sur la côte atlantique ; de là, MagForestry peut envoyer sa production aux ports de mer d'Anvers en Belgique et de Rotterdam aux Pays-Bas, et les distribuer ensuite dans toute l'Europe ou les réexporter à n'importe quel endroit du monde.

Une autre affaire en herbe vient compléter le paquet. Le boum des biocarburants a poussé MagForestry à entreprendre la construction d'une usine de copeaux de bois qui produira 500 000 tonnes par an et qui lui permettra d'avoir une forte participation au marché mondial de la biomasse.

En même temps, la société espagnole Aurantia investit dans plusieurs plantations de palmier à huile de la République du Congo, dans le but de produire du biodiesel à partir de l'huile de palme. Les études de faisabilité ont déjà commencé pour permettre d'étudier quels sont les meilleurs sites pour les plantations et l'usine et pour évaluer les installations logistiques du pays.

Le volume de l'investissement n'a pas été révélé. La compagnie n'a rien dit non plus au sujet de la durabilité et de la fragilité de l'environnement congolais, ni de ce qu'elle pense faire pour que sa production d'huile de palme en soit respectueuse.

Entre-temps, les conclusions alarmantes d'une étude commandée par l'UE et menée par le CIRAD annoncent que le

Congo « possède près de 12 millions d'hectares de terres aptes à l'établissement de plantations d'arbres (tels que l'eucalyptus et l'acacia) pour la production d'énergie ». Cela peut signifier que des groupes privés vont envahir ces 12 millions d'hectares pour leurs affaires.

Les terres congolaises vont rapporter gros... aux grandes entreprises.

Article fondé sur : "500,000 tonne mill for energy wood chips in the Republic of Congo", Biopact, <http://biopact.com/2006/11/500000-tonne-mill-for-energy-wood.html> ; "Une société espagnole veut investir dans l'exploitation de l'huile de palme au Congo", Congoplus.info, http://www.congoplus.info/tout_larticle.php?id_article=2269 ; "Spanish company Aurantia to invest in Congo's palm oil sector for biodiesel", Biopact, <http://biopact.com/2007/03/spanish-company-aurantia-to-invest-in.html>.

[index](#)

– Indonésie : les agrocarburants d'huile de palme sont payés par les pauvres en raison de la hausse du prix de l'huile comestible

Malgré les déclarations des autorités, le prix de l'huile de cuisine n'a pas baissé sur le marché intérieur de l'Indonésie. Au contraire, après la première semaine de juin ce prix continuait de monter en flèche.

Il y a un an, les premiers producteurs d'huile de palme du monde, la Malaisie et l'Indonésie, ont décidé de réserver près de 40 pour cent (six millions de tonnes) de leur production d'huile de palme crue à la fabrication de biodiesel. Les analystes de l'industrie ont annoncé que cette décision risquait de faire monter le prix de l'huile comestible et que les huiles végétales allaient devenir chères, aussi bien pour l'alimentation que pour la production d'énergie.

Les prix de l'huile de palme et d'autres huiles végétales, comme l'huile de soja, sont montés aussi à cause de l'accroissement de la demande aux États-Unis pour la fabrication de carburants. Ainsi, les familles pauvres de l'Indonésie consomment maintenant de l'huile usagée, c'est-à-dire qu'elles réutilisent l'huile qui a déjà servi à la cuisine, tandis que le 'biodiesel' va servir à alimenter les voitures.

Le boum des agrocarburants n'a pas l'air de se répercuter sur les gens du pays. Le prix de l'huile de cuisine n'a cessé de monter et il a atteint 9 000 roupies le kilo. Le cas le plus grave est celui d'un village indonésien du district de Tebo, un centre de plantation de palmier à huile de la province de Jambi où, en juin, le prix de l'huile de cuisine a atteint 10 000 roupies (250 USD) le kilo.

Les entreprises de palmier à huile sont censées réserver un pourcentage de leur huile de palme crue à la production d'huile de cuisine. Pourtant, dans la province de Riau il y a 18 entreprises qui n'ont jamais respecté cette norme. Dans la région de Sumatra, les entreprises ont davantage intérêt à vendre l'huile de palme crue sur le marché international qu'à la vendre à moindre prix dans le pays.

L'huile de cuisine est l'un des neuf aliments de base en Indonésie. L'augmentation du prix de l'huile comestible a ruiné l'économie de la population et les industries familiales, telles que la production de frites, de gâteaux de soja fermenté et de tofu, qui ont commencé à faire faillite.

Le prix de l'huile comestible a affecté non seulement les revenus des gens mais leur santé. Les communautés pauvres qui ne peuvent plus acheter de l'huile de palme achètent à la place de l'huile oplosan, c'est-à-dire de l'huile de cuisine usagée. Dans d'autres cas, les vendeurs d'huile de cuisine, souhaitant maintenir leur marge de bénéfices, mélangent l'huile de cuisine usagée avec un produit chimique qui en éclaircit la couleur. Dans les deux cas, le résultat est loin de respecter les normes sanitaires.

Les pauvres paient vraiment très cher la frénésie des agrocarburants.

Article fondé sur : "Biofuel for machine, 'Jelantah Oil' for human", SETARA, envoyé par Rivani Noor, CAPP, adresse électronique : rivani@cappa.or.id, www.cappa.or.id.

[index](#)

– Papouasie–Nouvelle-Guinée : les femmes sont les plus affectées par les plantations de palmier à huile

De vastes forêts tropicales de la PNG ont été rasées pour faire de la place à des plantations de palmier à huile pour l'exportation, établies en application d'un « plan de regroupement de petits propriétaires ». Cela veut dire qu'une entreprise centrale qui possède ses propres plantations passe également des contrats avec de petits agriculteurs qui l'approvisionnent en fruits de palmier. La structure du système et les caractéristiques du palmier lui-même sont en train d'inquiéter sérieusement la société civile.

Si la plupart des impacts écologiques et sociaux des plantations de palmier à huile sont déjà bien documentés (cf les bulletins 104, 86 et 74 du WRM), un aspect qui a reçu peu d'attention est que ces plantations ont des effets différents suivant le sexe des personnes concernées.

Par exemple, les entreprises de palmier à huile ne paient que les hommes, alors que les femmes (et même la famille entière) travaillent elles aussi à la récolte des fruits. Cela veut dire que les hommes peuvent dépenser comme ils veulent l'argent qu'ils gagnent, tandis que les femmes ne reçoivent rien. D'autre part, après avoir fait pendant de longues heures un travail éreintant dans les plantations, à la fin de la journée elles sont trop fatiguées pour s'occuper comme il faut du reste de leurs tâches, de la cuisine et des enfants.

La plantation, la chasse et la cueillette d'aliments ont un rôle culturel important en PNG. Les femmes vendent ces produits sur les marchés des villages, obtenant ainsi un revenu. En même temps, cette activité leur donne l'occasion de s'entretenir avec les autres femmes du village. Lorsque les terres coutumières sont affectées à la culture du palmier à huile, nombre de ces traditions séculaires se perdent et les femmes se retrouvent sans argent et sans possibilité de fréquenter les autres.

S'inquiétant des changements que le palmier à huile est en train d'apporter dans leur communauté, et de la pollution de la raffinerie qui affecte les fleuves et la santé de leurs enfants, les femmes de la région ont formé l'Association des femmes de Sorovi, dont l'objectif est que les femmes se réunissent pour discuter et pour trouver des solutions pratiques à ces problèmes.

Parmi les activités de l'association figure la formation au sujet des impacts écologiques et sociaux des plantations de palmier et de la fabrication d'huile de palme. En outre, l'association tâche d'aider les femmes à entreprendre des activités artisanales qui leur rapportent de l'argent, pour qu'elles ne dépendent pas uniquement du palmier à huile pour gagner leur vie et nourrir leurs familles.

La population n'a pas besoin qu'on lui explique la valeur des ressources naturelles : elle en dépend constamment pour sa survie. Par contre, les gens ont besoin de terre pour planter ces jardins de brousse qui fournissent encore à la plupart des habitants du pays leurs aliments quotidiens. Ils ont besoin de la forêt pour ramasser du bois de feu et du bois d'oeuvre pour construire leurs maisons et leurs pirogues. Ils ont besoin de rivières d'eau propre pour boire, faire la cuisine et se baigner. Comme on dit en Papouasie–Nouvelle-Guinée, « Graun Em Laip », c'est-à-dire la terre est la vie : tant que vous aurez de la terre et des forêts, vous aurez un toit et vous n'aurez jamais faim. Malheureusement, les plantations de palmier à huile vont à l'encontre de tout cela et ce sont les femmes qui en souffrent le plus.

Article fondé sur des informations tirées de : "Anatomy of a Campaign", Australian Conservation Foundation,

LES NOUVELLES TENDANCES

– ‘Réduction des émissions dues au déboisement’ (REDD) : le commerce du carbone peut-il sauver nos écosystèmes ?

Lors de la CdP 13 qui aura lieu à Bali cette année, le groupe de travail sur la réduction du déboisement dans les forêts tropicales doit présenter son rapport. D’après les discussions qu’il y a eues pour le moment, il est probable que des propositions fondées sur le système de paiement des services environnementaux (les services rendus par les forêts, tels que le piégeage de carbone, le maintien de la diversité biologique et l’alimentation du cycle pluvial), appliqué au Costa Rica, feront partie d’une nouvelle politique du « déboisement évité », comme on l’appelle informellement.

Le « déboisement évité » sera proposé sous le nom de « Réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement » (REDD). Le taux de « réduction » n’a pas été fixé, mais une formule a été avancée, appelée l’option 50-50-50 : le taux de déboisement devrait diminuer de 50 % d’ici à 2050, puis le déboisement se poursuivrait au même rythme jusqu’en 2100, et cela aboutirait à économiser 50 milliards de tonnes d’émissions de carbone. Cette formule (proposée par Peter Canadell, de la division Recherches marines et atmosphériques de la CSIRO et le Global Carbon Project) semble gagner des appuis.

L’une des raisons pour que le taux visé soit inférieur à 100 % est le volume qu’atteindraient les paiements compensatoires : par exemple, le Rapport Stern de 2006 parlait de 5 à 10 milliards de dollars par an pour une réduction du déboisement de 70 %. Parmi d’autres facteurs figurent les intérêts des entreprises et des gouvernements, qui sont favorables au « déboisement évité » mais appuient simultanément l’exploitation des forêts anciennes et les plantations en régime de monoculture pour la fabrication de biocarburants. Bien entendu, le « déboisement évité » rend légitime la destruction de toutes les forêts non couvertes par les paiements compensatoires.

La Banque mondiale est à la tête d’un projet pilote de « déboisement évité » où 250 millions USD seraient affectés à payer les gouvernements pour ne pas transformer en plantations une partie de leurs forêts. Cela s’encadre dans un plan bien plus vaste, celui d’un fonds milliardaire dénommé Global Forest Alliance, auquel participent la Banque mondiale, des entreprises forestières et de plantation, des instituts scientifiques, des donateurs du monde des affaires et de grandes ONG conservationnistes telles que WWF, Nature Conservancy Council et Conservation International. Le WWF a déjà entamé des négociations avec le gouvernement de l’Indonésie pour se servir d’un financement du même genre pour protéger un million d’hectares classés comme « forêts de conservation » en Papouasie occidentale ; les 9 millions d’hectares restants de ces forêts de conservation seront, par défaut, voués au déboisement.

Les propositions de ce genre visent à combattre le problème superficiel ou symptomatique – le déboisement incontrôlé – sans s’attaquer pour autant au problème de base : le déficit de puits de carbone de la biosphère a atteint un point critique (nos émissions dépassent de 50 % la capacité d’absorption des puits de carbone), et certains écosystèmes sont sur le point de s’effondrer.

Tout le débat est imprégné de ces raisonnements non systémiques qui risquent d’accélérer la destruction des écosystèmes et les changements climatiques. Les 7 points suivants résument la situation :

1. L’Amazonie, en proie à la troisième année de sécheresse, pourrait bien se retrouver bientôt devant le risque d’un effondrement de vastes proportions de son écosystème. Cela porterait les émissions de carbone à 120 milliards de

tonnes et déclencherait abruptement un changement catastrophique du climat. À moins d'arrêter complètement le déboisement de l'Amazonie, cette éventualité est de plus en plus probable. Face à cela, les 50 milliards de tonnes d'émissions évitées en vertu du projet 50-50-50 déjà mentionné sont dérisoires.

2. Une approche systémique du « principe de compensation » inclurait les questions d'équité. Rien qu'en Indonésie, de 35 à 65 millions de personnes risquent d'être déplacées de leurs foyers forestiers à cause des plantations pour la fabrication de biodiesel. Pourtant, dans le cadre du « déboisement évité » ce sont les entreprises et les gouvernements qui seraient indemnisés de leur manque à gagner !

3. Stern considère qu'il coûterait entre 12 et 93 millions de dollars par an d'administrer, de superviser et de faire appliquer l'interdiction de détruire les forêts. C'est moins d'un centième de ce que coûterait, d'après lui, de protéger seulement 70 % des forêts du monde : entre 5 et 10 milliards par an. Des paiements si importants ne pourraient être maintenus que dans un environnement économique fort ; un tel protocole serait vulnérable à la pression d'une récession ou d'une inflation mondiale, deux situations tout à fait possibles et susceptibles de rendre le REDD inabordable. Or, les implications d'une diminution des paiements pour le « déboisement évité » sautent aux yeux. À ce jour, il n'y a pas un seul exemple de plan de « paiement de services environnementaux » qui ait réussi et qui soit fondé uniquement sur l'échange de carbone ou uniquement sur des approches axées sur le marché : ceux que l'on vante comme réussis comportent au maximum 10 % de financement par le carbone.

4. Ce que propose le REDD est incompatible par définition avec la fixation d'un quota maximum d'émissions mondiales. Or, à moins de prédéterminer de manière scientifique le maximum d'émissions autorisé, les réductions sont ad hoc et ne représentent rien du point de vue de la stabilisation du climat.

5. Pour assigner une valeur monétaire aux forêts et à l'échange d'émissions il faut partir de chiffres précis et d'inventaires. Les évaluations actuelles ont des écarts qui vont de 1 à 10 ; elles ne sont donc pas fiables et laissent la voie libre aux abus.

6. En fixant des objectifs de déboisement évité, on risque d'aller à l'encontre des cris d'alarme des peuples autochtones, des organisations écologistes et des scientifiques qui demandent davantage de protection pour les forêts, puisque les terres boisées non couvertes par la politique de paiements deviendraient légitimement disponibles pour des changements d'affectation.

7. Le « déboisement évité » pourrait exclure l'exploitation industrielle « sélective ». Cela n'a pas encore été décidé mais, s'il en était ainsi, la dégradation des forêts serait encore accélérée. La coupe sélective peut éliminer jusqu'à 70 % des réserves de carbone des forêts et provoquer une forte diminution de la diversité biologique, augmenter la déshydratation et la vulnérabilité au feu.

Contrairement à tout ce qui précède, une approche systémique considère les causes premières et tente de proposer des solutions de fond. Il a été démontré, par exemple, que la sécurité foncière des populations autochtones, la propriété et la gestion communautaires des forêts réussissent à freiner le déboisement. Le rôle joué par les peuples indigènes et surtout par les femmes, qui ont une longue expérience en matière de préservation des forêts, pourrait s'amplifier et s'étendre à la restauration des terres dégradées et déboisées.

L'interdiction du déboisement relève elle aussi d'une approche systémique, parce qu'elle reconnaît que notre capacité limitée de stocker du carbone est déjà dangereusement près d'être dépassée, c'est-à-dire qu'elle ne suffira plus à maintenir la plupart de la vie de la planète. Lorsque le gouvernement paraguayen a frappé d'interdit la moitié orientale du pays, le déboisement a chuté de 85 %. D'autres moratoires sur le déboisement ont été appliqués avec succès au Costa Rica, en Chine et en Thaïlande.

Défendre les droits fonciers, financer la restauration, entreprendre des initiatives d'éducation et de sensibilisation et

pénaliser toute violation d'interdiction sont autant de mesures qui affaibliraient l'emprise des entreprises et infléchiraient les politiques gouvernementales, tout en générant simultanément les cycles vertueux nécessaires à la restauration des écosystèmes et à la stabilisation du climat.

Synthèse d'Almuth Ernsting (almuthbernstinguk[at]yahoo.co.uk) et Deepak Rughani (dee.rughani[at]btinternet.com). Le rapport complet, 'Reduced Emissions From Deforestation': Can Carbon Trading Save Our Ecosystems?, des mêmes auteurs, est disponible sur : http://www.wrm.org.uy/actors/CCC/Avoided_Deforestation_Full.pdf, info[at]biofuelwatch.org.uk.

[index](#)

– Des voix du Nord et du Sud contre les agrocarburants

Tandis que la promotion des agrocarburants (appelés, à tort, biocarburants) ne cesse d'augmenter et que de plus en plus de plantations sont établies dans les pays du Sud pour les produire, les voix de nombreux représentants du Nord et du Sud s'élèvent pour dénoncer leurs effets négatifs et pour essayer d'influer sur ceux qui prennent les décisions dans ce domaine.

L'une de ces décisions, qui a déjà provoqué une augmentation considérable de la production d'agrocarburants, est celle de l'Union européenne, qui s'est fixé comme objectif pour 2020 que 10 % des carburants de transport soient d'origine végétale.

Il faut signaler que cette décision a été prise en dépit de la documentation nombreuse adressée à l'Union européenne en appui de l'argument qu'elle va porter préjudice à la grande majorité de la population du monde, qui est celle des pays du Sud.

À la fin du mois de juin de cette année, plus de 15 représentants d'ONG, d'organisations de peuples autochtones et d'autres mouvements sociaux se sont réunis au Parlement européen, à Bruxelles, au Parlement néerlandais, à La Haye, et avec des représentants gouvernementaux et d'organisations européennes ; en outre, ils ont participé à la XIIe réunion, tenue à Paris, de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, technologiques et techniques de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU. Ils ont apporté de nombreux témoignages sur les impacts directs et indirects de la monoculture sur de grandes surfaces pour la production d'agrocarburants dans les pays du Sud.

Les représentants de l'Asie, entre autres, ont affirmé que les plantations de palmier à huile sont une catastrophe pour les communautés et les peuples indigènes de l'Indonésie et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les représentants d'Amérique latine ont expliqué comment la monoculture du soja, de la canne à sucre et de l'eucalyptus a provoqué des migrations massives et l'expulsion des petits producteurs, et augmenté la pauvreté rurale et urbaine au Brésil ; comment en Colombie les agrocarburants sont en train d'aggraver les problèmes de souveraineté et de possession de la terre, source de conflits dans le pays ; comment les plantations d'arbres, y compris celles certifiées par le FSC, ont des effets négatifs sur la population et l'environnement en Uruguay.

Les représentants africains ont signalé que les ressources hydriques, la diversité biologique, la sécurité, la santé et l'économie des populations se voient affectées dans les pays du continent où il existe déjà des plantations d'arbres en régime de monoculture.

Pendant la même période, des organisations de la société civile du Nord et du Sud ont demandé à l'Union européenne de suspendre les importations d'agrocarburants fabriqués à partir de plantations industrielles, et de cesser d'encourager ces cultures au moyen d'objectifs et d'incitations, dont des exonérations d'impôts, des subsides

et du financement par le biais du commerce du carbone, de l'aide internationale au développement ou de prêts des institutions financières telles que la Banque mondiale. Cette suspension permettrait d'avoir le temps d'analyser en profondeur les terribles conséquences déjà constatées dans le cas de l'expansion des grandes plantations destinées à alimenter d'autres industries, comme celles de la pâte et du papier.

À Paris, lors de la réunion de l'organe scientifique de l'ONU sur la diversité biologique, la majorité des délégués gouvernementaux ont manifesté leur grave inquiétude au sujet des risques que la production d'agrocarburants pourrait comporter pour les forêts, les écosystèmes, les peuples autochtones et les communautés locales. De même, un nombre important d'ONG et d'organisations de peuples indigènes du monde entier représentées à cette occasion ont fait part de leur préoccupation et ont demandé que les risques soient évalués avant de continuer à promouvoir les agrocarburants.

Pendant que tout cela se passait en Europe, une rencontre internationale sur les agrocarburants et la souveraineté alimentaire avait lieu à Quito, du 27 au 29 juin, et les représentants d'organisations remettaient en main propre au ministre de l'Énergie une lettre contenant un dur message pour le gouvernement :

« Le gouvernement actuel se retrouve devant deux possibilités : appuyer un modèle de production diversifié, durable, qui garantisse la souveraineté alimentaire, la permanence du style de vie des peuples indigènes, afro-descendants et paysans et la conservation de la diversité biologique, ou appuyer l'agro-industrie. Nous espérons que le gouvernement choisira l'option qui est favorable aux peuples ».

Ce même message est valable pour tous les gouvernements, du Nord comme du Sud, qui prennent aujourd'hui des décisions au sujet des agrocarburants. En fonction de ces décisions on saura s'ils sont pour ou contre les peuples.

Article fondé sur des informations tirées du compte rendu du débat « Biocarburants : implications pour le Sud », Parlement néerlandais, La Haye, 29 juin 2007, rédigé par la CMF et la CEO, disponible (en anglais) sur : <http://www.wrm.org.uy> ; des informations publiées par le WRM pendant la réunion de l'OSASTT à Paris, disponibles sur : http://www.wrm.org.uy/actors/BDC/SBSTTA/news_SBSTTA.html ; et de la Déclaration de Quito sur les agrocarburants, http://www.wrm.org.uy/temas/Biocombustibles/Declaracion_Quito.html [index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

